

# Le libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an ..... 6 fr. »  
Six mois ..... 3 fr. »  
Trois mois ..... 1 fr.50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction  
à SILVAIRE

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration  
à Pierre MARTIN

### ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an ..... 8 fr. »  
Six mois ..... 4 fr. »  
Trois mois ..... 2 fr. »

## NOTRE PROPAGANDE A PORTÉ

# On ne veut plus être soldat

Le gouvernement accuse 80.000 déserteurs et insoumis. — Très bien ! Et maintenant

## CONTINUONS

Cependant que les socialistes réunis à Bâle, après deux jours de discussion, se sont séparés sans oser envisager les mesures à prendre contre la guerre, la C. G. T., seul organisme représentant réellement la classe ouvrière, prenait, dans son Congrès extraordinaire, des décisions pratiques ; et elle affirmait à nouveau, avec plus de force, sa volonté de s'opposer à la mobilisation par la grève générale révolutionnaire.

Mais si elle indiquait les syndicats et les Bourses du Travail comme lieu de concentration, elle ne donnait pas, ne pouvait pas donner les indications précises, nécessaires, indispensables au triomphe de la Révolution.

Seuls les anarchistes ont apporté ces précisions : courageusement, ils ont défini d'une façon claire et nette ce qui devra être, au jour de la déclaration de guerre, l'action des minorités révolutionnaires et quels seront les gestes à accomplir pour affoler la bourgeoisie, désorganiser le pouvoir et rendre la mobilisation impossible.

Camarades, vos coups ont porté, le gouvernement sévit.

Lecoq et Ruff en prison, Boudot en exil, Parmeland inquiété, n'est-ce pas la meilleure preuve de l'efficacité des moyens préconisés ?

Au lieu de nous intimider, la répression doit, au contraire, stimuler notre activité, susciter l'enthousiasme.

Notre propagande porte ses fruits, nous en sommes convaincus ; ce n'est donc pas en vain que nous luttons depuis des années contre le militarisme, la caserne et les ignobles bagnes militaires.

Des révolutionnaires ont pu rectifier leur tir après avoir fait chorus avec nous, planté le drapeau tricolore dans le fumier, applaudi au geste du soldat qui plongeait celui de son régiment dans une tinette ; ils peuvent aujourd'hui inviter les jeunes gens à se rendre à la caserne ; ils peuvent prêcher le militarisme révolutionnaire, la conquête de l'armée, essayer de laver le drapeau des souillures récoltées dans le fumier et les latrines, personne ne les prend au sérieux, personne ne les écoute. Qu'importent leurs reniements ! ils sont de peu d'importance et n'influent nullement sur le mouvement révolutionnaire.

Hervé peut jeter l'anathème aux déserteurs. Ses lieutenants — qui cependant ont eu bien soin d'esquiver le service militaire — peuvent insulter ceux qui, trop fiers pour se plier sous le joug, préfèrent l'exil ; ils ne parviendront pas à les convaincre de l'utilité d'entrer dans les Sociétés de préparation militaire, ni d'aller au régiment prendre du galon et conquérir l'armée. Je n'en veux pour preuve que les affirmations apportées à la Chambre par l'ancien ministre de la Guerre. Si le « général » en doute, qu'il relise ce passage :

M. Messimy. — Alors qu'avant 1900, la moyenne des désertions était de 1.900, et

celle des insoumissions de 4.000, de 1900 à 1904, les désertions s'élevèrent à 2.200, les insoumissions à 5.000, et dans la dernière période, alors que la propagande devient de plus en plus intense, on compte 2.600 désertions et 10.000 insoumissions, soit trois fois plus qu'auparavant. (Mouvement.)

Et depuis que les ministres font rechercher tous les déserteurs et les insoumis, on a constaté qu'au total leur nombre était en 1909, de 63.000 ; en 1910, de 70.000 ; en 1911, de 80.000, soit l'effectif de plus de deux corps d'armée. (Mouvement prolongé.)

Il est facile d'afficher un optimisme béat, de fermer les yeux, de prétendre que l'antimilitarisme s'évanouit à la porte des casernes...

80.000 insoumis et déserteurs ! il y a bien là de quoi le convaincre de la portée de son néo-militarisme et de l'importance accordée à sa personnalité ! Hervé est un bon rigolo, tout le monde a présent en est convaincu.

Mais si des dizaines de milliers de jeunes gens préfèrent l'exil et tous ses risques, à la caserne, notre antimilitarisme pénètre quand même au régiment où il exerce ses ravages.

Écoutez encore M. Messimy :

M. Messimy. — Et, en outre, à la même époque, on a découvert des foyers d'antimilitarisme dans quinze ou seize régiments.

Dans les régiments dont je parle, l'enquête fit découvrir des lettres navrées de cynisme. Tous ou presque tous ceux qui les avaient écrites étaient adhérents au « Sou du Soldat » et fréquentaient les bourses de travail.

Ils s'étaient arrangés pour occuper des postes où leur action pourrait être la plus néfaste... Ainsi, dans un régiment, tous les antimilitaristes étaient occupés dans les bureaux du colonel, du major, de la presse, afin de pouvoir saboter plus facilement les instructions de la mobilisation.

Nombreux sont ceux que l'on ignore et qui cependant sont prêts, en cas de mobilisation, à frapper le militarisme dans ses œuvres vives.

\*\*\*

Il y a là de quoi nous réjouir et réconforter nos espoirs en une société meilleure.

Une chose cependant nous attriste : l'acharnement de quelques militants syndicalistes à condamner la désertion. Peut-on vraiment, après avoir crié sur tous les tons que l'armée est l'école du crime, qu'elle n'existe que pour consolider les privilèges bourgeois et asservir le travail ; peut-on engager de gaité de cœur les jeunes gens à se rendre à la caserne ? La C. G. T. n'a pas ce droit puisqu'elle n'a pas encore eu la force de faire supprimer les conseils de guerre et les bagnes militaires ; elle ne peut se prononcer ni pour ni contre la désertion, mais, après avoir mis en garde les conscrits contre les embûches qu'ils trouveront au régiment et les misères qui les attendent en exil, qu'elle

les laisse choisir librement l'armée ou l'étranger.

Des conscrits anarchistes ont préféré prendre le chemin de l'exil plutôt que de se courber sous le joug militaire et, dans une affiche, ils ont donné les raisons de leur insoumission.

Nul ne peut les blâmer pour cet acte profondément antimilitariste. Pas plus que nous n'avons à blâmer ceux qui ont préféré se rendre à la caserne ; en cas de guerre, ceux-ci nous seront d'un concours précieux, le discours de Messimy à la Chambre nous en fournit la preuve formelle.

Continuons donc à intensifier notre propagande antimilitariste ; les coups du pouvoir n'empêcheront pas la diffusion de notre antipatriotisme ; au contraire, ils ne feront qu'aviver notre haine et stimuler notre énergie. Il ne faut pas que notre Fédération Communiste Anarchiste soit désorganisée par les poursuites ; elle est dans le bon chemin... ne lui ménageons pas notre appui ! Aidons-la, au contraire, de toutes nos forces.

F. Maréchal.

### APPEL A TOUS

## Faisons vite !

La commission administrative du journal vient de lancer la circulaire suivante :

Commission administrative du journal  
« Le LIBERTAIRE »

Camarades, La situation révolutionnaire actuelle nous oblige de développer notre organe, d'intensifier la propagande de nos conceptions communistes-anarchistes et de répandre avec plus de force l'esprit de révolte dans la classe ouvrière.

Nous n'avons pas à représenter ici les états de service du « Libertaire ». Depuis dix-huit ans qu'il est sur la brèche, il a assez donné de preuves de son hostilité à la classe capitaliste, de sa fidélité à nos idées, et son attitude devient de jour en jour plus combative.

Pour ces raisons, la Commission administrative du journal — d'accord avec le groupe « Les Amis du Libertaire » a décidé d'AGRANDIR LE FORMAT

de cet organe de propagande, A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1943.

Pour faire connaître cette transformation et faciliter l'extension du journal, nous avons décidé de faire une très grande publicité, notamment par voie d'affiches, dans toute la France.

Cette publicité va nous occasionner de « GROS FRAIS ». Les groupes révolutionnaires, les syndicats, tous les militants doivent, en cette circonstance, nous aider de leurs souscriptions.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à vous adresser cet appel, certains que nous sommes qu'il sera entendu.

Le temps presse. Il ne nous reste plus que quelques semaines pour le lancement. Il faut que le « 45 DECEMBRE » nous ayez réalisés la somme nécessaire.

Camarades, nous comptons sur vous. La C. A. du Libertaire : Amiralet, Ardouin, Belin, Bayle, Boudot, George, Godin, Keller, Lecoq, Quin, Thuillier

P. S. — Les bandes passe-partout indiquant la transformation du journal seront adressées aux groupes, syndicats et camarades qui nous en feront la demande. Faire

### F. C. A.

Groupe des V<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> arrondissements  
Dimanche, 8 décembre 1942, à 2 heures de l'après-midi, Maison des Syndiqués, 117, boulevard de l'Hôpital (XIII<sup>e</sup>).

### Fête au profit du « LIBERTAIRE »

Entrée gratuite. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 50. Métro : Campo-Formio.

Se feront entendre :

Glovys, Doublier, Franck-Cœur, Guérard, Lanoff, P. Paillette, Tony Gall, dans leurs œuvres.

Mmes Daisy-Frec, de la Muse Rouge ; Esther, du groupe du XX<sup>e</sup> ; Suzanne, dans les œuvres de Xavier Privas ; Louise Gall, dans ses créations ; Andrée Amand, dans les chansons anarchistes ; Droccos, dans ses œuvres.

Les camarades :

Buffalo, dans ses créations ; Fernandéus, Coladant, dans les œuvres de G. Couté ; Del Hissé, Langlois, Max, du groupe du XX<sup>e</sup>.

Concours assuré de la petite Broquin.

On jouera :

### LA FRIME

pièce en un acte interprétée par le groupe théâtral du XX<sup>e</sup>.

connaître la quantité désirée.

Adresser les fonds au camarade

Ch. GANDREY, Gérant du « Libertaire » et trésorier du groupe « Les Amis du L. » 15, rue d'Orsel, PARIS (18<sup>e</sup>)

Nous renouvelons aux camarades et aux groupements le pressant appel ci-dessus. Nous ne saurions trop le dire : il s'agit là d'une tentative de la plus haute importance, qui mettra dans nos mains un puissant moyen de développer l'action anarchiste, mais qui nécessite tout d'abord une grosse dépense.

Si les camarades comprennent bien l'intérêt que cela représente pour la propagande, ils nous aideront immédiatement, sans perdre une heure, et alors tout ira bien. S'ils tardent quelque peu à répondre à cet appel ou s'ils le font dans une mesure insuffisante, qu'ils ne se le dissimulent pas : ce sera un coup terrible porté à nos idées.

Il ne faut pas que cela soit, surtout à l'heure, grave entre toutes, où nous sommes !

Agissons, camarades. Et faisons vite !

## ET GOURMELON ?

Aucune mesure de police n'a été encore prise à l'égard de notre malheureux camarade. N'est-ce pas scandaleux ? Ne l'a-t-on pas assez torturé ?

Nous ne pouvons tolérer la pensée qu'une fois sorti de l'hôpital — s'il a cette chance — on pourrait le replonger dans son cachot pour une année encore.

Cette fois, ce serait la fin. Il n'est pas possible que nous laissions consommer un pareil crime pour ainsi dire sous nos yeux.

### lundi

9 décembre, au local habituel, importantes décisions à prendre pour la

COMMISSION ADMINISTRATIVE DU « LIBERTAIRE »

## Une Escarmouche

C'est le lundi 16 décembre que, conformément à l'appel de la C. G. T., les travailleurs se chargeront de répondre, aux menaces de guerre par une grève générale de 24 heures. Après les paroles, les actes. A la bonne heure !

Ce ne sera là qu'un premier avertissement. Mais il importe beaucoup qu'il soit donné avec toute l'ampleur désirable. Que l'arrêt du travail soit complet ! Que, pendant vingt-quatre heures, tout trafic, toute production soient arrêtés !

Déjà si durement asservis et exploités, les travailleurs iraient s'entremêler sur l'ordre et pour le seul profit de leurs maîtres ? Une aussi monstrueuse imbécillité n'est plus possible dans notre Europe occidentale. Aux exploités d'en donner eux-mêmes la preuve la plus éclatante, à eux de le signifier non plus par des mots, mais par l'action.

Leur coupe d'amertume est pleine par la désertion en masse des ateliers, des magasins, des bureaux, des usines, ils doivent crier aux puissances de servitude : Vous n'irez pas plus loin !

Ainsi seulement ils prendront conscience de leur force ; ainsi seulement ils acquerront la conviction, nécessaire pour vaincre, qu'ils empêcheront, quand il le faudra, l'accomplissement du plus grand des crimes ; et combien tout ce qu'ils ont à conquérir leur semblera, ensuite, plus facile !

## Nos Libertés

De plus en plus nous avons des garanties de libertés républicaines. On perquisitionne, on poursuit, on pourchasse, on arrête pour avoir exprimé une opinion, défendu une idée, préconisé conditionnellement une action.

Tout le libéralisme politique que l'on a mis quarante ans à étayer s'effondre, quand on voit défendre aux travailleurs de se servir des libertés, si péniblement conquises, pour parler, écrire, enseigner à leurs semblables les moyens d'exprimer leur véritable souveraineté et d'empêcher un crime international de se perpétuer.

C'est pour avoir agi ainsi, que notre confrère le *Mouvement Anarchiste*, est chambardé par les forces de l'ordre et tracassé par la meute policière.

On a d'abord arrêté Lecoq, pour avoir tenu un langage semblable à celui de Boudot. — Était-il bien semblable ?

On recherche toujours Boudot, comme étant le promoteur du délit. Et on vient encore d'arrêter le gérant, Ruff, ainsi que Parmeland, le secrétaire du comité des Jeunes Syndicalistes ; on a perquisitionné chez Hansmmenel. Et l'on croit empêcher par l'intimidation, la continuation de la tactique de propagande du *Mouvement Anarchiste*.

Tas d'idiot ! ils se figurent, par de tels procédés, enrayer l'activité des camarades. C'est le contraire qui se produira assurément : plus la poigne se fera sentir, plus on deviendra agressif.



# Les Q. M. Sauveurs de la Patrie

Quel courage soudain ! Quel zèle ! Nos parlementaires n'en perdent pas une bouchée ; et ils acclament, et ils applaudissent, et ils s'agitent.

Ils n'ont pas encore volé à la frontière, — ça non ! — mais ils se sentent capables des plus nobles héroïsmes et des plus martiales exaltations.

En attendant, ils discutent. Ils légifèrent aussi.

Un quinze mille, Bonnefous, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant que tout condamné pour désertion, pour mutilation volontaire ou insoumission, sera privé de ses droits électoraux. Il paraît que c'est là un premier remède à la crise de patriotisme si magistralement dénoncée par Adolphe Messimy, ce pitre radical qui, découvrant l'Amérique, s'aperçoit que l'antimilitarisme a dépassé les bornes permises dans une société démocratique et bourgeoise.

... Messimy ! Messimy ! Bonnefous !... Que la radicale reconnaisse enfin la portée de notre propagande, après avoir solennellement proclamé que « l'antipatriotisme s'arrêta au seuil des casernes », voilà qui n'est point pour nous déplaire. Nous n'avons jamais été assez sots de penser que sous nos attaques le Vieux Monde n'essaierait pas de se défendre ; aussi bien s'il ne le tentait pas, s'il tenait pour négligeables les coups que nous lui portons, ce serait bien là le cas de se demander si nous ne faisons pas fausse route, si nous ne manions pas des armes bréchées et inoffensives.

Mais à entendre les nationalistes de la presse et du gouvernement, hurler, crier, menacer, plus de doute : nos armes sont d'une bonne trempe et les blessures qu'elles font à l'adversaire sont cuisantes et profondes.

Ils ont l'écœuré ? C'est tant mieux ! Plus ils crieront fort et plus nous serons satisfaits.

Le nombre des déserteurs et des insoumis augmente ? Les engagements volontaires sont en baisse ? Les rengagements diminuent ? Dans l'armée, l'esprit est indiscipliné et l'on découvre des antimilitaristes « embusqués » dans les bureaux de l'état-major ? Rien de plus naturel ; et ce ne seront pas les foudres dont on nous menace qui arrêteront ce « fléau ».

Notre propagande y est certes pour quelque chose. Pour beaucoup, même, si vous voulez. Mais les causes profondes de ce détachement public pour le devoir militaire sont beaucoup plus étendues et plus intimement liées à l'état d'esprit général de l'époque dans laquelle nous vivons. Et c'est pourquoi ni Messimy, ni Bonnefous, ni Millerand, ne pourront y rien changer. Ils y useront leur bile !

Est-ce un fait accidentel, est-ce le résultat d'une évolution normale ; je ne sais, mais notre époque semble de beaucoup plus intelligente que celles qui l'ont précédée. C'est la propriété caractéristique de ce temps de placer l'intelligence au-dessus de toutes les préoccupations morales ou esthétiques. Observez que les plus maléfaisants des hommes, eux-mêmes, veulent expliquer aux autres hommes les causes et les raisons de leurs méfaits ; tout est subordonné à l'intelligence, c'est-à-dire à la compréhension totale des actes dans leurs mobiles et dans leurs effets. Ils font appel à l'intelligence les nationalistes qui prétendent justifier la guerre par des nécessités d'hygiène sociale et par le développement régulier des institutions nationales ; ils font appel à l'intelligence encore les trafiquants du travail qui justifient l'exploitation de l'homme par des considérations physiologiques d'inégalité natives et la sélection des classes ; et les conquérants qui disent porter dans les pays sauvages les bienfaits de la civilisation et de l'intelligence ; et les partisans des régimes déchus qui démontrent, paradoxes à l'appui, que la constitution naturelle des sociétés doit être basée sur l'intelligente répartition des fonctions, sur l'ordre et sur l'autorité.

Ainsi toutes les oppressions, toutes les classes, tous les partis ont cessé de se légitimer par le seul fait — impératif — qu'ils existent, que cela doit être, qu'il est fatal que cela soit ; ils se donnent des apparences de logique, ils recherchent la consécration de la raison.

La tyrannie veut être raisonnée. C'est le signe de notre temps ; l'intelligence a conquis ses droits. Et c'est la justice même où le peuple se trouve avantagé ; il n'échappe pas à la règle commune ni aux tendances générales de son époque. Il est touché lui aussi par la grâce de l'intelligence ; il veut voir clair.

Il compte à présent comme volonté intelligente ; il discutera de ses intérêts et voudra savoir les conséquences de ses gestes. De même que les forces de la réaction et du Pouvoir veulent couvrir leurs desseins du masque de la raison, les forces populaires réfléchissent, pèsent le pour et le contre, cherchent à discerner les causes et à prévoir les résultats. Le peuple majeur n'est plus une chose malléable et dont on dispose au gré des puissants ; c'est une intelligence qui pense, veut, — ou ne veut pas.

On a oublié tout cela à la Chambre ces jours derniers, quand on y a cru qu'il suffisait de quelques mots vifs et de quelques

colifichets patriotiques pour entraîner à nouveau le peuple vers un nationalisme dont il s'est écarté.

Malgré le service obligatoire, le divorce est accompli entre l'armée et les travailleurs. On ne discerne plus aujourd'hui les raisons d'une guerre moderne ; on n'en trouve pas. On ne sent plus la Patrie. Et pour aimer la Patrie, pour la défendre, pour avoir quelque raison de lui faire le sacrifice de sa vie, il faudrait d'abord la sentir.

L'ouvrier ne sent plus que l'oppression de la société sous toutes ses formes ; c'est cela qu'il sent et contre quoi il lutte.

Ils perdent donc leurs temps, les Messimy et les Bonnefous, qui s'imaginent arrêter le désintéressement du peuple pour la Patrie ; ils perdent leur temps, et leur répression n'aura d'autre effet que d'alimenter notre haine des institutions actuelles et de l'infâme militarisme.

On s'agit dans l'aquarium ? Belle foutaise ! On n'arrêtera pas la volonté du peuple avec des discours, et l'on ne fera pas taire les anarchistes et les antipatriotes en les privant de leurs droits électoraux. Le bulletin de vote ? Demandez donc au Père Pinard l'usage qu'ils en faisaient il y a vingt ans ! Et dame ! on a fait des progrès depuis.

Edouard Lebreton.

## Pour Maria Rygier

La bonne campagne en faveur de Maria Rygier attire de plus en plus l'attention de l'opinion publique.

Après les feuilles amies, le tour est venu de journaux qui sont bien loin de partager nos idées, mais qui, par la plume éloquent de Séverine, réclament eux aussi la libération de cette noble femme, mourant de phthisie dans sa geôle pour un simple délit de presse. Déjà dans les Droits de l'Homme et dans l'Intransigeant la voix du généreux écrivain de Pages Rouges s'est élevée. Et, de la presse, la protestation a gagné les réunions publiques.

C'est le groupe féminin contre la loi Berry-Millerand qui a eu l'honneur de porter à la tribune des Sociétés Savantes la cause de notre vaillante camarade. Tour à tour Berthoin, Demoulin, Borghi, Mournaud, Thérèse Tanguedeau et Mme Delucheux soulèveront la réprobation de la salle contre la violence et la férocité du gouvernement italien.

Mais l'agitation ne doit pas s'arrêter là. N'oublions pas que les camarades Ellore et Giovannitti eussent été électrocutés sans l'intervention du prolétariat international.

Quoique aliée depuis plus d'un mois, Maria Rygier a pu puiser dans sa force morale la force physique nécessaire pour se rendre au tribunal devant lequel elle était traduite à nouveau ; mais nous apprenons aujourd'hui qu'à la suite d'un tel effort la fièvre a augmenté et que son déplorable état de santé s'est aggravé.

Maintenir en prison une femme dans un pareil état, c'est vouloir, à brève échéance, s'en débarrasser par un véritable assassinat. Nous nous devons d'empêcher ce crime par les mêmes moyens qui furent employés en faveur d'Ellore et de Giovannitti, et, si le faut, par d'autres encore.



### ÇA NE PREND PLUS !

L'Empire a eu ses blouses blanches pour défilé sur les boulevards en criant — à raison de cent sous par tête — : A Berlin ! Nos gouvernants essaieront d'une mise en scène un peu plus compliquée.

Ils ont commencé par mobiliser « par erreur » deux ou trois villages-frontière, de ces villages qu'ils fanatisent systématiquement et par tous les moyens depuis quarante ans. Ils se seraient bien gardés d'essayer ailleurs.

La malice est cousue de fil blanc. Personne ne s'y est mépris et tous les autres trucs qui peuvent être tentés sont épuisés d'avance ;

On ne marche pas.

### LES GROTESQUES

Il n'y a vraiment qu'une cervelle obtuse de galeonné pour imaginer des choses pareilles. Figurez-vous qu'à Bel-fort nos intrépides officiers se sont avisés de dénicher un uniforme de uhlan dont ils ont affublé un mannequin, devant lequel ils prennent des airs de matamore en défilant des tirades patriotiques aux soldats assemblés pour la circonstance.

Ce que certains troupiers doivent rire sous cape... Il n'y a pas à dire, les officiers de cette garnison ont le sens du comique.

### LES RENEGATS

Il y a un an, nous concluions un de nos articles sur la gent de la Guerre Sociale en disant aux camarades encore aveugles : Ou l'on vous mène ? Dans les bras du P.S.U., tout simplement.

Prenez maintenant — si vous en avez le courage — la G. S. du 4 décembre. Vous y verrez Abmercyda, Merle et leurs quatre petits domestiques solliciter, avec de niaises excuses, leur admission au P.S.U.

Reste à savoir s'ils seront accueillis. Les renégats ne sont bien vus nulle part et nous savons de quel œil froid les socialistes ont vu venir à eux de tels paillassés.

## Fédération Communiste Anarchiste

En réponse aux arrestations de Le-cocin et de Ruff et aux poursuites intentées contre Boudol, la Fédération et le « Mouvement anarchiste », la F.C.A. a décidé l'impression d'une brochure de propagande reproduisant le discours de Boudol aux Sociétés Savantes.

Cette brochure sera destinée à intensifier notre propagande sur les moyens à employer en cas de guerre. Elle sera cédée exactement au prix de revient.

La F.C.A. fait appel à tous ses groupes et à toutes les organisations ouvrières pour se faire inscrire dès maintenant en indiquant le nombre de brochures à réserver.

S'adresser à L. Belin, 55, rue de la Mare, Paris.

Le trésorier de la F.C.A. fait un appel aux fédérés pour alimenter la caisse de l'imprimerie.

Nous avons un matériel à acheter et il nous manque 250 francs. Il est nécessaire que cette somme soit réalisée dans le courant du mois ou l'occasion est perdue.

Les secrétaires des groupes voudront bien lui adresser, sans retard, le montant des collectes et listes de souscription.

Les camarades qui désirent des listes lui écriront : L. Belin, 55, rue de la Mare, Paris-20<sup>e</sup>.

Nous avons le plaisir d'annoncer l'adhésion des groupes d'Asnières et de Saint-Ouen.

## prochainement

nous publierons une étude de Sébastien Faure sur le beau livre de G.A. Laisant : LA BARBARIE MODERNE

## Pour ceux de Clairvaux

La distance est sœur de l'oubli, nos camarades détenus à Clairvaux doivent en faire l'amère constatation.

On se souvient de leur cas. A la suite d'une revue de cartes sur un chandier, un jeune, Merck, crut devoir menacer nos camarades de son brownie. Devant leur attitude résolue, il fut contraint de fuir, mais un train qui passait le happa et il fut écrasé.

Nous ne dirons pas ce que fut le procès, tous se ressemblent. Disons seulement que le jury de Seine-et-Oise frappa une dizaine des accusés de peines variant de 1 an à 5 ans de prison.

Au commencement d'août dernier, nos camarades étaient au droit commun bénéficiaient enfin du régime politique.

Pour eux, qui, depuis des mois n'avaient pu voir ni femme, ni gosses, c'était une joie sans pareille. Aussitôt ils firent toutes les demandes nécessaires pour voir leurs pieches et quatre jours après, un samedi, on les embarquait pour Clairvaux !

Ils y sont toujours. Le gouvernement, après leur avoir fait entrevoir un peu de joie, les replongeant brutalement dans une solitude plus sinistre encore.

Cependant, dans quelques jours, c'est le nouvel an, ce sera pour chacun une occasion de voir les parents, les amis. Nos camarades de la Santé auront un plus grand nombre de visiteurs.

Seuls nos camarades de Clairvaux seront délaissés. Femmes et enfants de détenus entendront les rires des voisins — gais comme on l'est huit jours avant le terme — et ne pourront prendre part à la joie générale.

Le père est « là-bas », diront-ils mélancoliquement en songeant que c'est pour avoir œuvré au bénéfice de la classe ouvrière.

N'est-il pas possible de se cotiser pour procurer aux camarades Batho, Bretoq, Co-viaux, L'Hostys, la joie de voir leurs enfants ?

Pour cette œuvre, la somme à recueillir n'est pas énorme. Personne ne doit craindre de nous envoyer trop peu. Il suffira de diminuer un peu les étrennes du complice du propriétaire.

Que chacun fasse selon ses moyens et il y aura des heureux.

Nemo.

## Un nouveau groupement

Il existe, en dehors des organisations groupées par la C. G. T., une foule de non salariés aux convictions révolutionnaires très solides qui, organisés à leur tour, pourraient apporter un sérieux effort à l'œuvre de transformation sociale. Ce sont ceux qui appartiennent aux professions dites libérales, ce sont les artisans indépendants, certains façonniers, les petits propriétaires, d'autres encore.

Certes, tous ces camarades n'eussent pas demandé mieux que d'adhérer à la C. G. T. et d'œuvrer plus étroitement avec les membres de la grande famille révolutionnaire. Mais les statuts confédéraux sont formels : ils excluent absolument tous les non salariés.

Quelques militants ont pensé qu'il serait grand temps de réunir toutes ces bonnes volontés, éparses, et ils ont provoqué une première réunion préparatoire où furent établies, d'un commun accord, les bases de l'organisation nouvelle. Le titre — tout provisoire — d'« Union Fédérative » dont il a été parlé n'est pas très explicite. Mais les idées directrices de cette Union sont bien les nôtres.

De plus, il est bien entendu que l'Union s'engage formellement à travailler, non pas en face de la C. G. T., mais côte à côte, parallèlement à elle, sans vouloir si peu que ce soit s'ériger en censeur de la grande organisation ouvrière, et dans un esprit de désintéressement politique absolu.

Voici d'ailleurs quelques passages de sa déclaration initiale :

Les fondateurs de ce groupement ont en commun une double pensée : la réprobation de l'injustice sociale actuelle et le culte de la liberté, qui seule peut assurer la justice.

C'est pour travailler à la préparation d'une transformation sociale, d'ailleurs inévitable, que nous unissons nos efforts et que nous convions ceux qui partagent notre sentiment à venir se joindre à nous.

Nous voulons que le travail, seule source de richesse, sous toutes ses formes utiles, soit libre et non plus asservi. La tyrannie capitaliste doit disparaître ; plus d'exploiteurs, plus de parasites, plus de salariat.

Le syndicalisme ouvrier, qui s'organise progressivement, a déjà donné assez de preuves d'énergie soutenue pour avoir droit à son indépendance, à sa complète autonomie. Il n'a besoin d'aucune direction extérieure. Nous essaierons d'aider fraternellement son action, s'il nous est possible ; en aucun cas nous ne nous dresserons devant lui comme concurrents ou comme rivaux.

L'expérience nous a démontré que le parlementarisme, corrompu et corrompant, ne peut produire que des résultats funestes. Nous répudions en conséquence l'action électorale, décevante, non seulement inutile, mais nuisible.

Ainsi compris, un tel groupement nous paraît d'une utilité incontestable. L'heure, d'ailleurs, n'en pouvait être mieux choisie, — et il nous semble bien qu'il est appelé à rendre de grands services.

Nous ne pouvons donc qu'applaudir de tout cœur à une pareille initiative.

## Au directeur de l'A. P.

Monsieur, Admis au Sanatorium de Brévannes, le 26 juin, je devais y être hospitalisé pendant trois mois.

Au bout d'un mois, je fus mis à la porte, le médecin assistant ayant fait un rapport où il disait que j'étais un être dénué de tout bon sens, un détraqué.

Or, j'étais soigné pour une maladie de poitrine. Cette mesure fut prise à mon égard pour avoir protesté contre la nourriture avariée qu'on nous donnait.

Je me suis présenté au Dispensaire Jean Bourgeois le mercredi 23 novembre, avec une lettre d'un médecin attestant que j'étais dans une période de tuberculose aiguë, mais on refusa de me faire passer la visite.

De là, m'étant dirigé vers l'hôpital Lariboisière, je me révoltais contre le présent état social qui permet ces choses et dont vous êtes un profiteur, qu'auriez-vous à me dire ?

Benoît Gonin.

## PETITS PAVÉS

Berry-Anastasio ou le nouveau Vieux Marcheur

On me dit que pendant ma retraite économique, il s'est établi dans Madrid un système de liberté sur la vente des productions, qui s'étend même à celles de la presse ; et que, pourvu que je ne parle en mes capis, ni de l'autorité, ni de la culture, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps au crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni de personne qui tiennent à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs.

Beaumarchais. — De Mariage de Figaro, acte V, scène III.

La France a le bonheur de posséder un député — si elle n'en possède qu'un et qu'il attrape le choléra, c'est ça qui serait chouette ! — qui peut que son nom passe à la postérité et dont le plus grand désir est d'éclipser cette vieille canaille de Dupuy, celui des lois de 93-94. Ce sera dur, mais Berry est d'une force peu commune, il a dû autrefois exercer la profession de lutteur dans une baraque foraine, et il est très probable qu'il arrivera à ses fins. Nous lui devons d'abord la loi qu'il élaborera de compagnie avec Millerand. Cette loi, concernant les militants condamnés avant leur départ au régiment, fut l'acte d'un jour où tous les socialistes étaient absents. Pourquoi les naye-ton, bon dieu ! Oui, oui, je sais, vous allez me dire qu'il aurait bénéficié de ce que les députés touchent leurs 15.000 francs à ne rien faire, car quand ils font quelque chose, c'est toujours une bêtise ou une déchéance.

Je disais donc que tous les socialistes étaient absents le jour où fut discutée la loi Berry-Millerand, les pères figurant, les ignoraient même le projet de loi. Té, mon bon, ils ne peuvent s'occuper de tout, ils ont tellement de travail. Berry voyant ça, a pensé qu'il serait idiot de s'arrêter à mi-chemin de l'infamie et vite il a rédigé un projet de résolution invitant le ministre des Beaux-Arts à rétablir la censure.

Contre qui ? Contre l'obscurité ? Oui, un peu pour la façade, mais ce qui est surtout visé c'est à toute pièce de théâtre ou toute chanson qui ferait l'apologie du crime et de l'antimilitarisme.

Si cette loi est votée, ce qui est à peu près certain, ce jour-là les socialistes ignorants, encore une fois, que la loi Berry-Anastasio est à l'ordre du jour, ne pourront faire entendre aucune protestation, nous verrons une transformation complète de nos mœurs dépravées.

Il y a dans le Vieux Marcheur de l'académicien Lavedan une scène satirique très amusante ; dans une petite ville qui doit visiter officiellement un ministre, l'Institutrice n'ayant pas en le temps de faire apprendre un air laïque à ses élèves, adapte à l'air du mois de Marie les paroles suivantes :

C'est le jour du ministre.  
C'est le jour le plus beau !  
En l'honneur du ministre,  
Chantons un chant nouveau !

Eh bien, après la loi Berry-Anastasio, ça sera presque la même chose. Nous entendrons le nommeuse de beuglant chanter :  
Le volet l'agneau si doux,  
Le vrai pain des anges.

Le comique entonnera :  
Je suis chrétien,  
Voilà ma gloire.

L'indéfectible toutoufou, au lieu de ses idiotes chansons patriotiques, tiendra :  
Soldats du Christ ! Soldats du Christ !  
Chantons ! chantons ! chantons !  
Chantons Jésus et sa victoire.

Et Berry-Anastasio, étoile de la troupe, chantera l'air fameux :

Sauvons l'âme et la France.

On ne s'ennuiera pas à ces concerts et, à partir de ce jour tant attendu, il n'y aura plus de saboteurs, plus d'antimilitaristes, d'antipatriotes. Les revues de fin d'année, où l'on voit pendant une soirée la comédie se promener sur la scène en chemise ou en pantalon à la tête d'un bataillon de pauvres figurantes dans le même costume ; ces revues feront place à des revues militaires, les officiers remplaceront la comédie et les figurantes. — Pourvu, mon dieu, qu'un loustic du paradis ne s'écrite pas en les voyant : « Vlà les tantes ! »

Alors la France sera sauvée selon le vœu de Berry-Anastasio : Messimy, après cette loi, ne sera plus obligé de monter à la tribune pour dénoncer les méfaits du Sénat. Il n'y aura plus 80.000 déserteurs et insoumis comme en 1911 ; car avec le rétablissement de la censure contre toute chanson ou pièce de théâtre antimilitariste, tous : femmes, enfants, hommes jeunes ou vieux voudront aller mourir à la caserne — je ne dis pas « vivre ». — Ça sera l'âge d'or du militarisme.

Le Chant du départ sera interdit comme étant trop révolutionnaire ; n'y a-t-il pas ce vers :

« Tyrans, descendez au cercueil.

Dame ! Berry et ses acolytes de la Chambre pourraient prendre ça pour eux. Puis, quand le sauveur de l'armée sera ministre de la Guerre, ce qui ne saurait tarder, il supprimera la Marseillaise parce que trop subversive et le jour où il passera les troupes en revue, la musique militaire jouera le cantique suivant :

Oui, c'est mon dieu, je le vois, je l'adore.

José Landès.

## FOYER POPULAIRE DE BELLEVILLE

5, rue Henri-Chevreau

Dimanche 8 décembre, à 2 h. 30 du soir, Fête en camaraderie au bénéfice de notre camarade BOUDOT

Avec le concours des Chanteurs Révolutionnaires de Paris

Le groupe théâtral du XX<sup>e</sup> jouera

LA FRIME

Drame militaire en un acte de Jean Sartine et Georges Villari.

Prix d'entrée : 6 fr. 25.





## Un Document

Les camarades connaissent la mort stoïque de Paul Robin, le profond pédagogue, le savant probe, critiqué par les uns, méconnu par les autres, bourgeois ignares ou arrivistes féroces et bêtelement cruels.

Les hypocrites du protestantisme sénatorial, pères la Pudeur, laids physiquement et moralement, contempteurs de la vraie morale, procureurs de la vindicte légale, historiens autoritaires de la société bourgeoise, avaient des crises épileptiques à la seule évocation du nom de Paul Robin.

Paul Robin, le puissant protagoniste de la co-éducation, de l'éducation intégrale, l'admirable défenseur du libre amour, de la libre maternité, le judicieux sociologue qui voulait une humanité saine et pure, — notre ami Paul Robin n'avait cure des Tar-tufes de la procréation inconsciente et malsaine.

Au point de vue éducatif, Paul Robin était un sage précurseur. Scientifiquement il laissait loin derrière lui les ânes bêtés du mandarinat officiel, dont le rôle est de biaiser toujours et de braire encore.

Les anarchistes nous sauront gré de publier dans *La Liberté* la partie la plus importante de son testament.

Antoine Antignac.

### EXTRAIT DU TESTAMENT

DE PAUL ROBIN

Je prie ma femme ou mes autres héritiers de ne pas permettre qu'on accomplisse aucune cérémonie religieuse sur mon corps. Né d'une famille catholique, je suis devenu athée par étude et par réflexion. Ayant vécu en athée, je mourrai ainsi à moins que je ne perde le jugement.

Je désire que mon corps soit donné à un laboratoire anatomique pour études ou recherches scientifiques. En France, je le laisserai de préférence à l'Ecole d'Anthropologie de Paris, en Angleterre, à l'University College, en Belgique, à la Faculté de médecine la plus voisine. S'ils refusent cette offre, que mon cadavre soit donné à tout autre corps scientifique qui voudra l'accepter.

Si par quelque cause imprévue, ma dissection était impossible, je désire être mis dans un trou, nu ou mis dans un chiffon

ou un panier, être enfoui comme un chien, suivant l'aimable expression des prêtres, dans un terrain consacré ou non, peu m'importe.

Si je suis disséqué, je désire que mon squelette soit monté et que les anatomistes en disposent à leur gré.

Aussitôt après ma mort, demander au commissaire de police le permis légal de faire emporter le cadavre par les dissectionneurs, et télégraphier à l'Ecole de Médecine pour l'envoi immédiat du fourgon. Mon corps étant ainsi transporté le plus tôt possible au laboratoire d'autopsie et de dissection, il n'y a plus aucune autre cérémonie banale à accomplir : enterrement ou crémation. Que ceux qui ont pour moi de bons sentiments quelconques, ne fassent pas la miséricorde de se déranter sous prétexte de me rendre de prétendus « derniers devoirs ».

Ils ont mieux à faire. Les morts n'ont besoin de rien, tandis que les vivants ont besoin de beaucoup de choses, entre autres, de rechercher dans l'étude des cadavres les innombrables indications anatomiques, physiologiques, pathologiques qui peuvent aider à conserver la santé, à prolonger la vie à la rendre heureuse ; puis de se débarrasser le plus simplement et le plus efficacement possible des débris putréfiés, dangereux, n'ayant plus aucun intérêt scientifique. Le meilleur moyen de remplir ce dernier office est de mélanger les déchets animaux à de la chaux, ou à de l'acide sulfurique, ou à tout autre agent chimique désigné par la technique pour les transformer en engrais.

Si l'on tient, chose bien vaine, à réaliser une poétique météorose, à perpétuer un souvenir, mettre cet engrais dans un trou et y planter un arbre selon les règles de l'art.

Quant aux gens qui seraient venus par affection ou par routine prendre part au spectacle obstruant pour la masse des passants, terrifiant pour les esprits simples, grotesque pour les penseurs, d'un enterrement à la mode, avec gaspillage de fleurs et de couronnes, je les prie de consacrer utilement le temps et l'argent qu'ils y auraient gâché, à la propagande et au soutien pratique des idées et des œuvres humanitaires qui me sont chères : bonne naissance, c'est-à-dire non produite au hasard, mais obtenue par sélection scientifique, par maternité libre, raisonnée, voulue — bonne éducation, intégrale (j'en ai créé un spécimen et maintes fois résumé les principes) — bonnes organisations sociales faciles à créer et à maintenir par et pour des gens bien nés, bien élevés, mon idéal sur ce dernier point pouvant se résumer en ces mots : société sans argent et sans maîtres.

(A ma famille de payer les divers frais de transport, d'autopsie, etc., très inférieurs sans doute à ceux d'une mascarade funèbre de dernière classe.)

Approuvé l'écriture, Paris, 6, rue Haxo, 14 juillet 1899.

P. ROBIN.

## Un scandale

« Ça, monsieur, c'est un scandale qui ne fait pas honneur à la France ».

Voilà la réflexion que fit Pedro Rios, le patron espagnol après la visite dépourvue de courtoisie que lui fit M. Boucard, juge d'instruction, comme chacun sait, lors des perquisitions à la Verrerie Legras, à Saint-Denis.

Et il le répète, c'est un scandale, car les pauvres petits martyrs espagnols étaient bien sa propriété. Les parents les lui avaient vendus.

« Ici, ils mangent la soupe et ont un lit, là-bas, ils couchent par terre et n'ont rien à manger. Je rends service aux parents en les débarrassant de leurs trop nombreux enfants ».

Ils sont quelquefois douze et treize toujours sept ou huit dans chaque famille, et on a beaucoup de peine à les élever, ou plutôt à les nourrir, car pour ce qui est de s'élever, ils s'élèvent tout seuls. Tant qu'ils sont encore au sein, la mère s'en occupe et les allaite sans difficulté, mais après il faut qu'ils se débrouillent. Alors on les lâche à la rue et ils s'organisent. Le père travaille aux champs et gagne péniblement quelques pesetas qui servent à acheter le blé et la farine. La mère a toujours un dernier-né sur les bras et un nouveau-né en puissance. La marmaille rôde dans les jardins, se nourrit de fruits chapardés ou se contente d'un peu de pain qu'on lui distribue de loin en loin.

Aucune industrie pour les employer tant qu'ils n'ont pas la force nécessaire pour piocher ou abattre des arbres. Qu'en faire ? On les donne, et on les donne avec plaisir. Et il n'a pas tort de se plaindre. M. Boucard en lui enlevant ses petits esclaves n'avait pas tous les droits pour lui. La propriété est sacrée. M. Boucard le sait bien. S'il s'est attaqué à un petit négrier, il s'en est tenu là. Pas de danger qu'il aille faire un tour au Bon Pasteur où la vie n'est pas pire qu'aux Verreries de banlieue — ce n'est pas possible — mais où il y a l'abrutissement religieux en plus.

La comme dans les autres ouvroirs, c'est quinze heures de travail par jour, jamais de sortie, des punitions corporelles. Les malheureux pensionnaires sont, il est vrai, libérés à leur majorité mais dans quelles conditions !

Un trousseau de toile et une pièce de

cent sous. Juste de quoi attendre Saint-Lazare.

Celles-là aussi ont été abandonnées à des « padrones » sans scrupules par des parents chargés de famille.

Mais les directeurs d'ouvroirs, gens malins, ont sinon la justice du moins les juges pour eux ; c'est souvent préférable.

Et si ce pauvre Pedro Rios avait été seulement décoré, il n'aurait pas eu l'occasion de dire : « C'est un scandale », car il n'aurait pas été inquiété.

## La Révolution Mexicaine

Les dernières nouvelles reçues représentent la situation comme très critique au Mexique.

Taxpam et Ozuluama, dans l'Etat de Vera-Cruz, sont au pouvoir des révolutionnaires.

L'Etat de Jalisco, où l'activité des rebelles s'était affaiblie ces derniers temps, se trouve actuellement envahi par de nombreuses guerrillas ; une grande partie des bourgeois de l'Etat sont en leur pouvoir.

Michoacan est toujours au pouvoir des révolutionnaires, dont les principales forces sont en train d'isoler Morelia, la capitale de l'Etat.

La partie sud de l'Etat de Mexico est entièrement au pouvoir des zapatistes.

Le nord de Coahuila est occupé par les bandes d'Orozco. Chéché Campos opère dans le voisinage de Torreón ; au sud de cette ville, il a détruit les stations et coupé les lignes du chemin de fer.

Dans l'Etat de Morelos, à la suite d'un prononciamiento, la garnison d'Yautepac s'est déclarée en faveur de Zapata. En Tlaxcala, de nouveaux soulèvements viennent ajouter une grande force à la révolution.

Le soulèvement dans l'extrême sud-est de Yucatan a acquis une telle force qu'il est actuellement impossible au fédéralisme de le réprimer.

Les attentats à la propriété se succèdent sur toute l'étendue du territoire mexicain que de nombreuses guerrillas sillonnent en tous sens : les troupes fédérales sont impuissantes à réprimer ces attentats.

Antonio de P. Araujo.

## La Voix de la Liberté

Voici une production anarchiste qui nous semble avoir tous les droits au titre de poème. C'est la une chose si rare jusqu'à ce jour, que nous sommes particulièrement heureux de publier cette traduction.

I

Je vous appelle, vous qui dans le besoin et la crainte — êtes nés et vivez ; regardez-moi ! — Je t'appelle, ouvrier qui, avec une énergie de fer, — édifies pour quelques-uns la fortune et l'opulence qui affament, — que ta main abandonne l'outil ! Entends mon cri : — Debout ! Suis-moi ! — et tu es libre ! — Et toi, qui jadis m'a désirée si ardemment, — toi qui t'es consumé au service des menteurs — je t'appelle : — viens à moi ! Dès demain, — parmi les hommes libres, tu seras un homme libre ! — Et toi, femme, qui vis dans la détresse et la peine — mourir tes enfants, — sais-tu quelle en est la cause ? — Parce qu'avec la faim et la misère vous étiez enchaînés, — la griffe toujours avide de la mort les a saisis ! — Je veux le renverser l'infâme Veau d'or — dont vous êtes les esclaves ; suivez-moi, et en avant !

II

Je vous appelle tous, vous qui, le dos courbé, — devant l'éclat de la fortune vous éloignez précipitamment ! — Pourquoi avez-vous souffert que je sois honnie — et doive errer fugitive de pays en pays ? — Ah ! si vous chassiez votre propre bonheur. — Je veux être avec vous ; allons, rappelez-moi ! — Avec vous que j'ai aimés ! Accorde-moi ton amour, — dirige ta haine sur tes ennemis, et je serai avec toi, — mon peuple, qui toujours, jusqu'à aujourd'hui, — vécus basement, déshonoré, dans la douleur et la domesticité. — Je t'appelle maintenant pour la dernière fois : — Arme-toi de courage ! Tes tourments n'ont que trop duré ; — empoigne mon drapeau, mon emblème, — fais-le flotter et tous céderont ; — tous ceux qui nous ont, toi et moi, emprisonnés, persécutés, déshonorés — et vers vous tous se tournera à nouveau mon regard. — Quand vous l'aurez déployé au-dessus de toute la foule, — Alors, je serai près de vous ! N'hésitez pas et en avant !

III

Pourquoi hésitez-vous ? Je veux tout vous donner : — Bonheur et Justice, Paix et Vie. — Mais il faut vouloir ! Appelez-moi et demain je serai là ! — Qu'avez-vous à perdre ? Je suis proche — et j'attends déjà. — Etes-vous prêts ? — Vos cœurs sont-ils bien trempés, votre bras solidement armé ? — Il s'agit de vivre ou de mourir. — Pourquoi laisser fuir sans profit les jours et les jours ? — C'est la mort, l'existence que vous avez menée jusqu'à présent, — et c'est la vie, le sort que je vous promets. — Pourtant, aussi longtemps que ce monde chargé de malédictions — n'aura pas été détruit par vous jusque dans ses assises, — je ne pourrai rester avec vous. — Entendez-vous gronder, la Voix de la Liberté, — tandis que vous vous traînez languissant ? Debout et en avant !

J.-H. Mackay.

(Traduit de l'allemand par Alzir Hella).

## Une lettre de Rousset au camarade Jean Grave

Le rescapé des bagnes africains, nous communiquons la lettre suivante avec prière d'insérer.

Paris, le 4 décembre 1912.

Monsieur Grave,

Je viens de lire sur votre journal, *Les Temps Nouveaux*, la lettre que vous m'avez adressée, et que vous dites vous être revenue.

Sur cette lettre, vous me dites que vous ignorez si de Marmande m'a fait du tort. Donc si vous l'ignorez, pourquoi vous occuper de mes affaires ? Vous me dites que de Marmande s'est beaucoup occupé de ma cause et que pour cette raison la moindre pudeur aurait dû me dicter de ne pas me mettre avec ses ennemis.

A cela je ne vous répondrai que ceci : lorsque par moi-même j'ai pu voir clair dans le jeu de de Marmande et d'une certaine femme, dont je veux faire le nom ici, il ne me restait plus qu'une chose à faire : rester la chose de ces deux personnes, ami par devant, l'afouté par derrière et qui ne se gênait pas de me faire prisonnier et de me laisser sans manger, moi et ma compagne, ayant mon argent dans leur portefeuille.

Au lieu d'aller retrouver ses ennemis, comme vous dites, je suis allé vers ceux de ma classe qui est la classe ouvrière et si ce sont ceux qui en font partie qui sont les ennemis, de de Marmande, je le regrette bien sincèrement, mais je reste avec eux.

Maintenant vous me dites que vous ignorez si j'ai une conscience, et ce, toujours pour votre ami de Marmande. Pour cela, Monsieur, je ne vous reconnais aucun droit à scruter ma conscience, pourtant je dois vous dire que si j'avais suivi les conseils des deux personnes dont je vous parle plus haut, elle serait lourde en ce moment.

Elles m'auraient fait faire comme Dreyfus : oublier que c'était la classe ouvrière qui m'avait sorti du bagne.

Ah ! cela, non, jamais ! Monsieur Grave, et si j'ai eu un moment de faiblesse avec de Marmande, si j'ai écrit une ou deux lettres qu'il m'a dictées, c'est parce que je ne connaissais rien de la vie sociale et c'est justement pour cela que j'ai été en garde rancune.

Ce n'est pas pour l'argent qu'il m'a gardé, je lui en fais cadeau de tout mon

coeur. J'ai des bras pour travailler et en gagner.

Maintenant, monsieur, vous me dites aussi que s'il est nécessaire de publier quelque chose me concernant, vous le ferez que je le veuille ou non.

Si c'est pour la manifestation de la vérité, vous aurez raison de le faire, mais croyez-le, vous ferez mieux, dans l'intérêt de celui que vous défendez si bien, de ne pas chercher cette vérité.

Et à mon tour je vous plains.

E. Rousset.

P. S. — Excusez, monsieur, la longueur de ma lettre et mon style : je ne suis pas un journaliste et ma lettre, cette fois, n'est pas dictée par de Marmande.

Insérez-moi cette lettre s. v. p., c'est pour la vérité.

### FEDERATION COMMUNISTE ANARCHISTE

Contre la répression d'un gouvernement d'assassins, un

#### GRAND MEETING

aura lieu le Mercredi 11 décembre, à 8 heures et demie du soir, salle des Sociétés Savantes, rue Danton.

Orateurs :

F. Delaisi, du C. D. S.

J. Laotte, secrétaire du Comité Bintz.

A. Laisant, de la « B. S. ».

Pierre Martin, du « Libérateur ».

Georges Durupt, du « Mouvement Anarchiste ».

A. Mournaud, de la F. C. A.

Entrée : 0 fr. 50, pour les frais.

Les groupes de la F. C. A. sont invités à ne pas organiser des réunions ce jour-là et à engager les copains à venir à ce meeting le plus nombreux possible.



## La propriété avant tout !

La vie humaine est — au regard de nos règles sociales — une propriété d'un ordre inférieur à celle du propriétaire.

J'en ai trouvé récemment la démonstration topique dans le compte rendu officiel des travaux d'une société savante où l'on s'occupe de l'hygiène publique.

A l'aide d'une statistique, officielle également, il était fourni la preuve qu'il existe dans les grandes villes des immeubles, que je pourrais qualifier de maisons mortuaires, où la mortalité, due exclusivement aux vices mêmes de l'immeuble, dépasse de 50 0/0 la mortalité générale.

Ces maisons, connues et cataloguées, sont presque toutes destinées (au moins à Paris), dans l'esprit de l'administration, au seul procédé d'assainissement dont elles soient susceptibles : la démolition.

Malheureusement, les ressources municipales sont employées à autre chose qu'à cet assainissement, et pendant que l'on atermie à leur égard, elles bénéficient du renchérissement des loyers et gagnent par conséquent un accroissement de valeur, tout en continuant à faire des victimes.

Il y aurait bien un moyen. J'ajoute d'empêcher, à la fois, cet accroissement de valeur imméritée, en même temps peut-être que de réduire le nombre des victimes, ce serait de renseigner le public sur la valeur hygiénique de ces immeubles.

Mais il paraît que ce ne serait pas légal et que l'administration (chargée de l'hygiène du public) bien loin d'avoir le devoir de le renseigner, lui au contraire tend à ne fournir aucun renseignement semblable sans l'assentiment formel du propriétaire !!!

On voit que, pour l'administration, la vie humaine est une propriété bien inférieure à celle d'un immeuble, puisqu'elle sacrifie si bénévolement la première au second !

Et que d'autres cas où la propriété, mise en balance avec la santé publique, l'emporte de beaucoup sur celle-ci. Les bouillottes de crin, par exemple, ont le droit d'intoxiquer à leur gré leur personnel et la région où ils opèrent, car leur application la même surveillance qu'aux commerçants et industriels serait, paraît-il, attentatoire au droit de « propriété ».

Enfin, pour finir cette digression par un dernier exemple, rappelons que l'individu attaqué en pleine route et qui tue ou blesse son agresseur doit pouvoir prouver, pour ne pas subir une condamnation grave, qu'il était en cas de légitime défense et que sa vie même était menacée ; tandis que le propriétaire qui tue un individu ayant pénétré dans sa « propriété » n'a pas besoin de prouver que celui-ci en voulait à sa vie ni même à sa bourse pour être acquitté, si tant est qu'on puisse songer même à le poursuivre.

Jean Bertin.

## Contre la Guerre

Une belle carte postale illustrée vient d'être éditée contre la guerre.

Au recto, un impressionnant dessin d'Alexandrovitch ; au verso l'adresse de Fallières et quelques formules anti-guerrières auxquelles les expéditeurs pourront ajouter ce qui leur semblera bon.

Pour que cette manifestation revête quelque force, il importe que ces cartes soient envoyées par centaines de mille avec la signature et l'adresse de chaque expéditeur. Le Président de la République jouissant de la franchise postale, inutile d'affranchir. Ces cartes sont en vente au Libérateur au prix de 10 centimes l'une, de 4 francs le cent, 4 fr. 25 franco recommandées et de 30 francs le mille.

## Comité de défense sociale

Dans sa dernière réunion, le Comité a examiné le cas du déserteur Bergin, qui s'est pourvu en cassation et que nous n'abandonnons pas. La campagne contre cette infamie commise à l'égard des déserteurs, reconduits à leur pays d'origine, va se poursuivre devant la juridiction qui examine le pourvoi de Bergin.

Le Comité décide aussi de reprendre la lutte pour ceux des nôtres qui sont chaque jour emprisonnés. Nombre de nos militants sont toujours dans les geôles républicaines — et ce n'est pas parce que quelques-uns, comme Hervé, ont obtenu la liberté, pour que nous abandonnions les autres, de beaucoup plus intéressants.

Nous écrivons en ce moment le moyen de faire aboutir l'agitation, et un grand meeting est en préparation.

D'autres affaires en cours sollicitent aussi notre attention, avant de les rendre publiques, nous examinons les moyens à employer.

Mais nous demandons aux camarades qui s'adressent au Comité de ne pas attendre, comme cela arrive fréquemment, que les inculpés soient déjà condamnés, ou lorsque leur situation est rendue plus difficile par le temps écoulé depuis le début de leur affaire.

Aussitôt qu'un fait est connu, de suite, nous en faisons part. Le succès de la réussite dans bien des cas dépend de la promptitude de la défense.

Le Trésorier a reçu : L. 413, par Rebut, 5 fr. ; Mme Taty, 2 fr. ; Souscription, par Barrot, 8 fr. 50 ; Synd. des écrivains, 40 fr. 50 ; Souscription syndicat rouennais des typos, 8 fr. 65 ; Versé par le Libérateur, 7 fr. 75 ; Meeting Wagram, 2.362 fr. 70 ; Versé par l'Union maternelle, 12 fr. 65 ; Synd. bâtiment Roubaix, 6 fr. ; Reçu et remis par l'Humanité, 22 fr. 90 ; Liste 198-199-200, par Schietekatte, 3 fr. 35 ; Germain (Borines), 1 fr. 30 ; Collecte mensuelle, la Montagne 4 fr. 10 ; Livres penseurs révolutionnaires à Munchen (Bavière), 15 fr. ; Synd. de la voiture, 20 fr. ; Groupe révolutionnaire à Solin, 2 fr. 50 ; Bouyssoix, 1 fr. ; Jeunesse révolutionnaire à La Montagne, 5 fr. ; Grassin, chauffeur, 2 fr. ; Collecte camarades de Montluçon, 4 fr. 50 ; Carrière, 0 50 ; Bastien, 1 fr. ; Versé par la G. S., 124 fr. 50 ; Perrachon à Alfortville, 1 fr. ; Baillet à Joinville, 2 fr. ; Alexandre à Paris, 1 fr. ; Reliquat chez Ruadès, les amis de la B. S., versé par Rousset, 2 fr. ; Thimès à Evreux, 0 50 ; Duval Long à Marseille, 1 fr. ; C. H. à Marseille, 5 fr. ; Léon Clement, 5 fr. ; C. de D. Sociale de Roubaix-Tourcoing, 20 fr. — En caisse, 689 fr. 35.

Recettes, 3.390 25

Dépenses, 2.025 95

Reste en caisse, 1.364 30

Adresser les fonds au Trésorier Ardouin,

86, rue de Clerf, Paris.

### CONTRE LA GUERRE ET LE MILITARISME

Nous appelons l'attention des camarades sur la partie antimilitariste de notre catalogue. Ils y trouveront les brochures qui sont, dans les circonstances actuelles, les meilleures à propager.

## BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître un nouveau numéro de *La Vie Naturelle*, recueil des manifestations vers la vie simple, (24 pages texte dont 1 gravure). Souscription volontaire. S'adresser au camarade Henri Zisly, 7, rue Jean-Robert, 7, Paris (18<sup>e</sup>).

Sommaire : H. V. Hofmannsthal ; H. Laillet ; Pén-sées ; Henri Beyle : *Le point de vue révolutionnaire dans le naturalisme libertaire* ; Lettres intéressantes de J. E. Lagarrigue ; Crozet, Jean Nagivine ; Ern. Garnier, Et. Gautier, F. G. ; Faits et observations ; A. Lebois, Mondray, Darling, Godefroy ; Documents ; H. Z. ; Mouvement naturel et néo-naturalisme ; L. Bonny ; Naturalisme égalitaire ; Henri Zisly : Mes confessions ; H. Z. ; Chronique bibliographique.

La vie ouvrière, sommaire du numéro du 20 novembre 1912 : *La guerre menaçante* ; *La grève des peuples contre la guerre*, A. Vermorel ; *Le conflit des races en Orient*, A. Rosmer ; *De la guerre des Balkans à la guerre européenne*, F. Delaisi ; *Le congrès confédéral contre la guerre*. A travers les organes corporatifs. Le conflit de la Bourse du Travail de Saint-Etienne et la Fédération de l'éclairage. — L'esprit centraliste allemand et le secrétariat international des chapeliers. — La semaine anglaise en Belgique. — Les nécessités de la production. — Nouveaux organes (P. M.).

La quinzaine sociale : les faits. — Notes et documents.

*La Mêle*, revue de la jeune littérature. Nouvelle série, n° 1. Un exemplaire, 40 centimes, 6, rue de Belzunce, Paris.

*Le Cri du Soldat*. Numéro du 25 novembre : Insurgents-nous contre la guerre ; La révolte des peuples ; Le gouvernement a peur ; Les Biribis de France ; Martyrs militaires, etc.

L'exemplaire : 10 centimes ; un an, 3 francs, 51, rue des Sept-Argets, à Pantin (Seine).

A l'occasion du centenaire de la naissance du fondateur de la Librairie C. Reinwald, M. A. Schleicher, éditeur, vient de publier un catalogue de 114 pages avec 39 portraits et biographies d'auteurs et 16 gravures. Envoi franco sur demande adressée à M. A. Schleicher, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

## La Barbarie Moderne

Par C.-A. LAISANT

Un volume de 329 pages, avec couverture de Maximilien Luce

Prix : 2 francs ; franco : 2 francs 35



